

Les crédits

J'ai une question à poser à mon collègue de Québec-Est. Pourrait-il me dire ce que le gouvernement a fait pour aider le million et demi de chômeurs canadiens à trouver du travail?

Je peux me tromper, mais je crois que le Québec a l'un des plus hauts taux de chômage du Canada. Le député pourrait-il me dire, sans nous chanter encore une fois que c'est la faute des libéraux, ce qu'il propose de faire pour régler la situation au Québec?

[Français]

M. Tremblay (Québec-Est): Je veux juste rappeler, monsieur le Président, que je disais précédemment que lorsqu'on a pris le pouvoir la caisse était vide et, pour ma part, j'ai été appelé, étant un ancien d'une firme internationale de comptables, à agir comme syndic dans plusieurs entreprises. Jamais je n'aurais pensé avoir un mandat d'aussi d'envergure que celui que l'on a hérité en 1984, à savoir redresser le pays dans son entier.

Les initiatives que l'on a mises de l'avant, malheureusement, sans l'aide de l'opposition, ont été difficiles à implanter et, aujourd'hui, après toutes ces années d'efforts, on voit des résultats très concrets. Nous contrôlons l'inflation, nous contrôlons le taux d'intérêt. On vient d'apprendre, et je le mentionne dans mon discours, que le taux de chômage a baissé de près de 1 p. 100 dernièrement, ce qui est de plus bas depuis un an. Je sais très bien que beaucoup reste à faire, mais soyons optimistes. Les efforts difficiles et les mesures impopulaires qu'on a mises de l'avant depuis neuf ans portent fruit et, dans les prochains mois, ce sera encore plus évident.

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, la motion à l'étude condamne le gouvernement pour ses politiques qui ont étouffé la croissance économique, supprimé des emplois au Canada et exacerbé la récession.

Chaque fois que nous posons des questions sur la situation économique au gouvernement et aux ministres, comme je l'ai fait aujourd'hui en demandant au premier ministre et au ministre suppléant des Finances ce qu'ils faisaient au sujet des très nombreux sans-emploi du Canada, ils nous répondent la même chose. J'ai mentionné Montréal où le taux de chômage officiel est de 14 p. 100, —mais le taux réel est de 27 p. 100 si l'on tient compte de tous ceux et celles qui ont quitté la population active—et où 21 p. 100 des familles vivent sous le seuil de la pauvreté.

• (1740)

Chaque fois que nous demandons au gouvernement de faire quelque chose, la réponse que nous obtenons est une comparaison avec la récession de 1981-1982. Comment cela peut-il reconforter les Canadiens, le million et demi de Canadiens sans emploi? Comment cela peut-il reconforter les Canadiens dont les enfants sont sans emploi? Comment cela peut-il reconforter les Canadiens et les Canadiennes dont les conjoints n'ont pas d'emploi?

Aurions-nous eu raison, lorsque l'on nous posait des questions sur la récession en 1981-1982, de nous contenter de comparer la situation à celle de la grande dépression de 1932 à 1937? Non. Cela aurait été tout à fait ridicule. Nous avons essayé de faire face à la récession en 1981-1982. Nous étions convaincus que le gouvernement avait un rôle à jouer. D'ailleurs, les mesures que nous avons prises nous ont finalement permis de sortir de la récession en 1983-1984.

Mais nous ne sommes pas tombés dans le ridicule en comparant la récession de 1981-1982 à celle de 1932-1937 qui, en passant, est survenue sous le gouvernement conservateur de R. B. Bennett. Nous n'avons pas fait cela.

Il est tout aussi ridicule aujourd'hui de comparer la situation actuelle à celle de 1981-1982 et cela ne fait rien pour reconforter les 1,5 million de Canadiens—selon les chiffres officiels—sans emploi.

Lorsque nous posons les questions que nous posons aujourd'hui, le gouvernement affirme qu'il a proposé des solutions au problème du chômage, mais que nous avons voté contre à la Chambre des communes. Bien sûr que nous avons voté contre l'Accord de libre-échange. Nous avons tenté de convaincre les Canadiens que nous avions raison. Les conservateurs ont tout de même été réélus et ils nous ont imposé le libre-échange. Oui, nous avons voté contre, et les faits montrent que cela nous a fait perdre des emplois. Ce n'était pas la solution au problème du chômage.

Oui, nous avons voté contre la taxe sur les produits et services. Tous les experts, même ceux qui étaient en faveur de la TPS, ont dit, les uns après les autres, que si cette taxe était la bonne formule à longue échéance, le gouvernement la mettait en oeuvre au mauvais moment, car elle aurait pour effet d'aggraver la récession. Le gouvernement est quand même allé de l'avant. Quant à nous, nous avons voté contre.

Nous allons aussi voter contre l'achat des hélicoptères d'une valeur de 6 milliards de dollars, contre les modifications proposées au régime d'assurance-chômage, qui vont avoir pour effet de réduire les prestations d'assurance-